

L'attentat tenté par l'islamo-terroriste au Louvre, contrarié par l'ouverture du feu de nos soldats dans une enceinte publique et fréquentée, mérite d'être étudié.

Que nous montre-t-il, bien que cet acte isolé avec de si faibles moyens semble bien dérisoire pour changer notre société ?

- D'abord que nos soldats maîtrisent leur force et utilisent leurs armes avec discernement et efficacité. Ils sont bien formés, calmes, efficaces, des professionnels !
- Qu'ils ont effectivement des munitions pour tirer ce dont beaucoup doutaient dans la société civile. J'ai entendu encore récemment le doute s'exprimer sur la dotation en munitions réelles de nos soldats pour intervenir.
- Que l'opération Sentinelle est utile pour rendre difficile tout attentat sur le territoire national, rejetant en cela les critiques sur son utilité provenant d'experts ou par exemple de candidats à l'élection présidentielle qui préféreraient sans doute voir des policiers. Ceux-ci auraient-ils fait preuve de plus de discernement dans une telle situation de crise ? Je n'en suis pas sûr en voyant les images de l'assaut sur l'épicerie casher de Vincennes en 2015 sinon dans le contexte d'agressions individuelles subies par des policiers.
- Que nos soldats soient des cibles mais pouvait-il en être autrement ? Ce n'est pas la première fois que nos soldats sont agressés physiquement par un islamiste isolé. Les policiers à Magnanville hier, nos soldats encore aujourd'hui, demain un élu, un haut fonctionnaire, un enseignant, à nouveau un prêtre, pourront aussi être la cible de telles attaques. C'est le mode d'action de toute stratégie « insurrectionnelle » pour façonner les esprits par la terreur et affaiblir les institutions en éliminant les représentants de l'Etat ou de la société en vue de prendre le pouvoir à terme.

Il nous faut néanmoins se pencher sur cette évolution du recours à la force par nos soldats sur le territoire national. Depuis 1995, Vigipirate nous avait effectivement habitués initialement à des patrouilles avec des armes sans chargeur, puis à des armes avec des chargeurs mais sous emballage plastique tellement la crainte d'un coup de feu par exemple dans Paris effrayait décideurs politiques et militaires : peur de la polémique, de l'action des associations, des suites judiciaires où les armées se sentaient en situation d'accusées par principe au point même d'envisager des armes non létales pour éviter toute bavure. Le taser en dotation dans la police a montré que même ce type d'arme pouvait provoquer de graves blessures. Dans tous les cas ne répond pas à un attentat islamiste.

S'est ajoutée l'inhibition politique à montrer un militaire en arme dans les rues de la Cité, la peur de permettre l'ouverture du feu et donc de la justifier, enfin de donner l'impression aux plus anciens, surtout dans la classe politique que la guerre d'Algérie était de retour.

Or, depuis 2008, l'engagement de plusieurs années de nos soldats en combat de haute intensité en Afghanistan, la guerre au Mali qui dure en fait toujours, l'opération Sentinelle pour faire face aux attaques islamo-terroristes en France ont montré que les forces armées étaient aptes et indispensables à la sécurisation du territoire national.

D'ailleurs pourrions-nous nous en passer. Je pourrai évoquer comme argument le coût d'un militaire moindre que celui d'un policier. Je pourrai aussi évoquer notre effort constant de

formation notamment sur le tir et dans la maîtrise de la force qui se justifie pleinement aujourd'hui.

Par ailleurs, la participation de toutes les forces de sécurité a un impact économique par la sécurité qu'elles apportent. La France a perdu cette année 7% de touristes et plus d'un milliard d'euros en raison des attentats. Des forces de sécurité en nombre suffisant et immédiatement disponibles comme les militaires le sont, sont un investissement au titre de la dimension économique. Plus de sécurité, plus de touristes alors que la France est encore le premier pays touristique du monde. Les armées sont encore plus indispensables qu'avant si l'on se réfère à l'épuisement des policiers que ceux-ci évoquent régulièrement.

Enfin cet attentat peut amener une réflexion sur l'emploi tactique de nos forces armées dans l'opération Sentinelle. Si je me réfère à l'attaque du bataclan en novembre 2015, un groupe de combat était présent et n'était pas intervenu malgré la demande de policiers.

Outre les ordres reçus sur leur engagement – les militaires obéissent aux ordres de leurs chefs –, une situation tactique inconnue car aucun renseignement fiable n'était réellement disponible – on ne va pas au combat au milieu d'un groupe de civils sans savoir ce qui se passe malgré les frustrations dues à l'inaction, tout ceci montrait d'une part une troupe obéissante – ce que l'on demande aux militaires – mais aussi la mise en application d'ordres qui devaient, même dans le cadre de Sentinelle, empêcher tout recours à des armes de guerre sur le territoire national. Ceci est l'expression d'une interdiction, sinon d'une inhibition qui empêche une intervention d'initiative.

L'attentat du Louvre est peut-être cet incident déclencheur qui permettra à l'avenir de donner plus d'initiative aux militaires pour agir au contact d'un acte terroriste. Encore faudra-t-il que les policiers acceptent d'obéir aux militaires si la situation se présente.

La prise d'initiative, certes encadrée, est désormais nécessaire pour contrer les groupes terroristes, pour les mettre en situation d'insécurité et donc pour rendre difficile leurs opérations. Nos cadres en grande partie de l'Armée de terre sont accoutumés à prendre de telles initiatives car le succès au combat repose bien souvent sur cette aptitude.

Il est temps d'élargir leur liberté d'action y compris sur le territoire national dans des situations de crise extrême.